

agricoles et certaines matières premières et l'on y exportait des produits industriels de perfectionnement. La baisse brusque survenue sur les produits agricoles et, en particulier, sur les céréales qui affaiblit la capacité d'achat des deux Etats, la mauvaise récolte de cette année ont singulièrement diminué l'exportation de ces pays, qui ont dû défendre leur balance des paiements en restreignant l'importation.

Ce qui intéresse avant tout la Tchécoslovaquie, c'est la possibilité pour elle d'exporter ses produits manufacturés en Yougoslavie et en Roumanie. Ces deux Etats ne sont pas en mesure, à l'heure actuelle, de payer une exportation accrue, à moins que ce ne soit par un accroissement de leur importation en Tchécoslovaquie de produits agricoles. Or, dans le cas de cette année, la Tchécoslovaquie a moins besoin que d'habitude de produits agricoles, la récolte ayant été favorable; les agriculteurs tchécoslovaques essaient, cette année, de diminuer les importations de maïs, en le remplaçant par de l'orge produit dans le pays.

Il est évident que la Tchécoslovaquie ne doit pas essayer de limiter l'importation des produits alimentaires en provenance de Yougoslavie et de Roumanie, mais, en revanche, il faudrait que ces deux Etats accordassent une préférence à l'importation de produits ouverts tchécoslovaques.

En ce qui concerne l'avenir, il faut envisager l'éventualité d'une industrialisation croissante de la Yougoslavie et de la Roumanie, qui freinera l'importation des produits tchécoslovaques. Mais la Tchécoslovaquie ne pourrait-elle, en compensation, soutenir avec ses capitaux cette industrialisation ?

La coopération n'en est encore, on le voit, qu'à une étape lointaine du but. Mais le plus rapide examen permet de se